

ROYAUME DE BELGIQUE

Avis 38.385/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, le 4 mai 2005, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "réglementant le statut des gardes champêtres particuliers", a donné le 3 octobre 2005 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE

ADVIES 38.385/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 4 mei 2005 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot regeling van het statuut van de bijzondere veldwachters", heeft op 3 oktober 2005 het volgende advies gegeven :

Observation générale

L'article 64 du Code rural accorde un pouvoir d'appréciation particulièrement large au Roi notamment pour la fixation des modalités de désignation des gardes champêtres particuliers et des incompatibilités. Cet article ne soumet d'ailleurs pas cette habilitation à l'accomplissement de formalités particulières, comme par exemple la consultation d'organes d'avis.

Dans la note adressée au Conseil d'État, le fonctionnaire délégué joint des avis informels qui ont été rendus par des représentants des provinces et par les gouvernements régionaux. Ces avis constituent des éléments importants du dossier administratif car ils permettent de mieux apprécier le choix des mesures prises et comprendre le texte. Néanmoins, le rapport au Roi n'y fait aucunement allusion.

Il devrait être complété pour indiquer les raisons pour lesquelles les différents avis informels n'ont pas été suivis sur l'un ou l'autre point.

Observations particulières

Préambule

L'arrêté en projet trouve son fondement juridique dans l'article 64 du Code rural, rétabli par la loi du 19 avril 1999, qui énonce :

"Le Roi fixe les modalités relatives à la désignation, à la formation, à l'uniforme, aux insignes, à la carte de légitimation, à l'armement, aux conditions d'âge, aux incompatibilités et à la condition de nationalité des gardes champêtres particuliers."

Il convient donc de ne viser que cette seule disposition au préambule.

.../...

Dispositif

Article 1^{er}

Au 2°, il convient de viser l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale.

Article 2

À l'article 2, 4°, l'auteur du projet devrait justifier l'incompatibilité qu'il établit pendant un délai de cinq ans avec une ancienne fonction de membre d'un service de police ou d'un service public de renseignements. Certes, cette incompatibilité existe déjà dans la réglementation relative à la sécurité privée (article 5, 6°, de la loi du 10 avril 1990 réglementant la sécurité privée et particulière) et dans celle relative aux détectives privés (article 3, § 1^{er}, 5°, de la loi du 19 juillet 1991 organisant la profession de détective privé). Mais, contrairement aux membres des services de sécurité privée et aux détectives privés, les gardes champêtres particuliers ont la qualité d'officier de police judiciaire. En cette qualité, ils exercent une fonction publique.

L'article 2, 8°, prévoit que le candidat garde champêtre particulier ne peut pas non plus exercer "de fonction au sein de l'administration forestière, au sens des réglementations régionales". Cette disposition devrait mieux faire apparaître de quelle fonction il s'agit.

À l'article 2, 9°, il est suggéré de remplacer le mot "assermenté" par le mot "commissionné". En effet, la délimitation du territoire sur lequel l'intéressé exercera la fonction de garde champêtre particulier résulte de la désignation de celui-ci par le commettant et de l'agrément subséquente par le gouverneur. Il y a lieu d'observer que l'article 63, alinéa 2, du Code rural utilise le mot "commission" et que les articles 5 et 6, 5°, de l'arrêté en projet utilisent le terme "commissionné".

Article 3

L'article 64 du Code rural charge le Roi de fixer les modalités de formation des gardes champêtres particuliers. Il ne Lui appartient dès lors pas de subdéléguer entièrement cette compétence au ministre. L'arrêté en projet doit à tout le moins fixer les principes essentiels du contenu de la formation et du recyclage ainsi que leurs objectifs finaux; les points de détails pouvant alors être réglés par le ministre.

Une observation similaire vaut pour les articles 13, alinéa 2, 15 et 16.

Article 4

L'alinéa 2 semble viser uniquement une commission d'examen installée dans une province. Il conviendrait de régler l'hypothèse où la commission d'examen est installée de manière commune pour plusieurs provinces, hypothèse prévue par l'alinéa 1^{er}.

Articles 6, 10°, 7, et 8

1. Il est question à diverses reprises dans les articles 6, 10°, 7 et 8 de l'arrêté en projet de "conditions de sécurité", auxquelles doit satisfaire le candidat garde champêtre particulier, ainsi que d'une "enquête de sécurité", à laquelle doit procéder le gouverneur de province et à laquelle le candidat doit donner préalablement son consentement. L'article 7, alinéa 3, en projet, dispose que la nature des données qui pourront être examinées à cet effet a trait

"(...) aux informations de police administrative ou judiciaire ainsi qu'autres données qui importent dans le cadre des dispositions contenues dans l'article 2, 6°¹ et 11°²".

(1) Il s'agit notamment du recueil d'informations permettant d'établir si le candidat peut ou non constituer un danger pour l'ordre public ou la sécurité intérieure ou extérieure de l'État.

(2) Est cette fois visé le recueil d'informations permettant d'établir si le candidat a ou non commis des faits qui compromettent la conduite irréprochable du candidat et portent, de ce fait, atteinte à son crédit.

Outre les avis du commissaire d'arrondissement et du procureur du Roi expressément prévus par l'article 61, alinéa 3, du Code rural, l'article 7, alinéa 5, en projet, autorise le gouverneur de province à recueillir également d'autres avis dans le cadre de l'enquête de sécurité.

2. Ainsi conçues, les dispositions en projet sont de nature à impliquer une immixtion dans la vie privée et familiale des candidats gardes champêtres particuliers ³. Elles doivent en conséquence être examinées au regard de l'article 8 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, ainsi que de l'article 22 de la Constitution. En vertu de cette dernière disposition, les restrictions au droit de chacun au respect de sa vie privée et familiale ne sont autorisées que dans les conditions fixées par la loi. Comme l'a en effet également rappelé le Conseil d'État à diverses reprises ⁴, c'est le législateur lui-même qui doit en la matière fixer les principes

(3) Ainsi que l'a déjà observé la section de législation du Conseil d'État, le recours à des enquêtes de sécurité implique en effet en soi, et quel que soit le domaine considéré, une ingérence dans la vie privée des intéressés et, le cas échéant, de leur entourage (voir, notamment : avis 24.518/2, donné le 29 novembre 1995, sur un projet d'arrêté royal "relatif à l'exécution de la loi du 4 août 1955 concernant la sûreté de l'État dans le domaine de l'énergie nucléaire"; avis 24.770/2, donné le 27 mars 1996, sur un avant-projet de loi devenu la loi du 30 novembre 1998 organique des services de renseignement et de sécurité (Doc. parl., Chambre, n° 638/1 - 95/96, pp. 29 et s.); avis 25.704/2, donné le 21 mai 1997, sur un avant-projet de loi devenu la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations de sécurité (Doc. parl., Chambre, n° 1193/1-96/97 - 1194/1-96/97, pp. 36 et s.); avis 34.547/AG, donné le 11 février 2003, sur un projet d'arrêté royal "portant création d'une Commission ad hoc en ce qui concerne les avis négatifs relatifs aux candidats à un mandat au sein de l'Exécutif des Musulmans de Belgique"; avis 37.748/37.749/AG, donné le 23 novembre 2004, sur un avant-projet de loi devenu la loi du 3 mai 2005 modifiant la loi du 11 décembre 1998, précitée (Doc. parl., Chambre, session 2004-2005, 51 - 1.598).

(4) Voir, notamment, les avis 24.770/2, 25.704/2 et 37.748/37.749/AG, précités. Voir également, en ce qui concerne l'admissibilité d'attributions de pouvoirs au Roi dans la matière du droit au respect de la vie privée garanti par l'article 22 de la Constitution, l'avis 33.962/2, donné le 19 novembre 2002, sur un avant-projet de loi devenu la loi du 25 mars 2003 modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques et la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population et aux cartes d'identité et modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques (Doc. parl., Chambre, 2002-2003, n° 2226/1, p. 47) et l'avis 34.547/AG, donné le 11 février 2003, sur un projet d'arrêté royal "portant création d'une Commission ad hoc en ce qui concerne les avis négatifs relatifs aux candidats à un mandat au sein de l'Exécutif des Musulmans de Belgique".

et les éléments essentiels des règles contenant les restrictions au droit au respect de la vie privée, avec cette conséquence que les attributions de pouvoirs au Roi ne peuvent porter que sur la mise en oeuvre de la loi.

3. Compte tenu des principes qui viennent d'être rappelés, l'"enquête de sécurité", telle que prévue par l'arrêté en projet, appelle les observations suivantes :

- soit l'"enquête de sécurité" est conçue par l'auteur du projet comme une enquête sui generis.

Dans cette hypothèse, les articles 6, 10°, 7, et 8, en projet, ne peuvent être admis, à défaut pour le législateur d'avoir préalablement fixé les principes et les éléments essentiels des règles appelées à régir cette enquête. Il va par ailleurs de soi qu'une habilitation aussi large que celle prévue par l'article 64 du Code rural ne répond pas à une telle exigence;

- soit l'"enquête de sécurité" consiste en réalité en une "vérification de sécurité" au sens de l'article 22^{quinq}uies de la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations, attestations et avis de sécurité ⁵.

Il incombe dès lors à l'auteur du projet de revoir les articles 6, 10°, 7, et 8, en projet, afin de se conformer au cadre légal fixé par cette disposition ⁶.

(5) Inséré par la loi du 3 mai 2005 modifiant la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations de sécurité.

(6) Outre les avis du commissaire d'arrondissement et du procureur du Roi expressément prévus par l'article 6, alinéa 3, du Code rural, les gouverneurs de province seraient donc également chargés de solliciter, conformément à l'article 22^{quinq}uies de la loi du 11 décembre 1998, précitée, la réalisation d'une procédure de vérification de sécurité auprès de l'Autorité nationale de sécurité.

Article 9

L'article 9, § 1^{er}, alinéa 2, du projet paraphrase l'article 63, alinéa 3, du Code rural. Il doit dès lors être omis.

Au paragraphe 2 du même article, il est question d'un retrait de plein droit de l'agrération. Il va de soi que, conformément à l'article 63, alinéa 3, du Code rural, le gouverneur ne pourra retirer l'agrération des gardes champêtres particuliers qu'après les avoir entendus.

Par ailleurs, une nouvelle agrération d'un garde champêtre particulier ne peut être définitivement exclue sur la base du simple fait qu'il a omis de communiquer au gouverneur un élément contenant une modification de la situation qui fondait son agrération initiale. En effet, cette sanction paraît tout à fait disproportionnée.

La dernière phrase du paragraphe 2 de l'article 9 doit dès lors être omise.

Article 10

L'article 10 paraphrase l'article 63, alinéa 1^{er}, du Code rural. Il convient dès lors de l'omettre.

Article 12

Il est suggéré de rédiger ainsi le texte de l'alinéa 3 :

"Le gouverneur délivre une nouvelle carte de légitimation après avoir constaté que toutes les conditions d'exercice sont remplies".

En effet, le modèle figurant à l'annexe à l'arrêté en projet ne prévoit pas la possibilité de mentionner la prolongation de la validité de la carte de légitimation. En outre, l'article 12, alinéa 2, de l'arrêté en projet, prévoit que la demande de prolongation introduite par le garde champêtre particulier s'accompagne du renvoi de l'ancienne carte.

.../...

Article 14

L'article examiné reste en défaut d'exécuter l'habilitation conférée au Roi par l'article 64 du Code rural de déterminer "les modalités relatives à (...) l'armement" des gardes champêtres particuliers lorsqu'ils exercent une activité relevant de la compétence du législateur fédéral et dans le cadre de laquelle ils peuvent, conformément à l'article 62 du Code rural, être armés de fusils à plusieurs coups ⁷.

Article 17

Cet article appelle une double observation :

1. Certes, l'arrêté en projet peut prévoir une disposition transitoire au profit de ceux qui sont agréés ou commissionnés au moment de l'entrée en vigueur de l'arrêté. Dans ce cas, il suffit de formuler la disposition transitoire en prévoyant que ces personnes conservent leur agrération ou leur commissionnement ou qu'elles sont dispensées de certaines conditions. Mais il n'est pas possible de considérer, comme le fait l'article 17, que ces personnes sont censées satisfaire aux conditions posées par l'article 2, 10°, si en réalité elles ont fait l'objet d'une condamnation à une peine correctionnelle ou criminelle.

2. En outre, l'article pose pour ces personnes une condition pour l'avenir : ne pas commettre, après l'entrée en vigueur de l'arrêté, de faits qui compromettent la conduite irréprochable du candidat et qui de ce fait portent atteinte au crédit de l'intéressé. Ce faisant, l'arrêté en projet crée une nouvelle condition que l'article 2 du projet n'impose pas aux gardes champêtres particuliers qui entreront en fonction après l'entrée en vigueur de l'arrêté. Cette différence de traitement ne semble pas justifiable au regard du principe d'égalité.

⁽⁷⁾ En ce qui concerne la compétence résiduelle de l'État fédéral pour réglementer le port d'une arme de chasse, il est, notamment, renvoyé à l'avis 32.227/4, donné le 22 octobre 2001, sur un avant-projet de loi "modifiant la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions" et à l'avis 38.231/VR/4, donné le 21 avril 2005, sur un avant-projet de loi "régulant des activités économiques et individuelles avec des armes".

En conclusion, l'article doit être revu.

Article 18

Cet article permet au garde champêtre particulier qui, au moment de l'entrée en vigueur de l'arrêté en projet, est en outre employé en tant qu'agent de gardiennage privé et possède une carte d'identification valable, de continuer à exercer ces deux activités dès lors qu'il est satisfait aux conditions fixées à l'article 18.

La disposition ne précise pas si le garde champêtre particulier pourra continuer ces deux activités après l'expiration de la période de validité de sa carte de légitimation délivrée par le gouverneur ou s'il devra, à cette échéance, mettre fin au cumul de ces deux activités.

Algemene opmerking

Artikel 64 van het Veldwetboek verleent een bijzonder ruime beoordelingsbevoegdheid aan de Koning, onder meer voor het bepalen van de "nadere regels inzake de wijze van aanstelling van de bijzondere veldwachters" en van de onverenigbaarheden. Voor die machtiging wordt in dat artikel overigens niet vereist dat voldaan wordt aan bijzondere vormvereisten, zoals bij voorbeeld het raadplegen van adviesorganen.

Bij de aan de Raad van State gerichte nota voegt de gemachtigde ambtenaar informele adviezen die verleend zijn door vertegenwoordigers van de provincies en door de gewestregeringen. Deze adviezen vormen belangrijke gegevens van het administratief dossier, daar ze het mogelijk maken de keuze van de genomen maatregelen beter te verantwoorden en de tekst beter te begrijpen. Het verslag aan de Koning alludeert daar evenwel in geen enkel opzicht op.

Het verslag zou zodanig moeten worden aangevuld dat de redenen worden opgegeven waarom de verschillende informele adviezen op een of ander punt niet gevolgd zijn.

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

Het ontworpen besluit ontleent zijn rechtsgrond aan artikel 64 van het Veldwetboek, opnieuw opgenomen bij de wet van 19 april 1999, dat als volgt luidt :

"De Koning bepaalt de nadere regels inzake de wijze van aanstelling, opleiding, het uniform, de kentekens, legitimatiekaart, bewapening, leeftijdsvoorwaarden, onverenigbaarheden en nationaliteitsvoorwaarde van de bijzondere veldwachters."

In de aanhef behoort dus alleen naar deze bepaling te worden verwezen.

.../...

Dispositief

Artikel 1

In onderdeel 2° dient verwezen te worden naar het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad.

Artikel 2

In artikel 2, 4°, zou de steller van het ontwerp de onverenigbaarheid moeten rechtvaardigen die hij invoert gedurende een termijn van vijf jaar met een vroeger ambt van lid van een politiedienst of van een openbare inlichtingendienst. Deze onverenigbaarheid bestaat weliswaar reeds in de regelgeving betreffende de particuliere veiligheid (artikel 5, 6°, van de wet van 10 april 1990 tot regeling van de private en bijzondere veiligheid) en in die betreffende de privédetectives (artikel 3, § 1, 5°, van de wet van 19 juli 1991 tot regeling van het beroep van privé-detective). Doch, in tegenstelling tot de leden van de particuliere veiligheidsdiensten en de privé-detectives, hebben de bijzondere veldwachters de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie. In die hoedanigheid oefenen zij een openbaar ambt uit.

Artikel 2, 8°, bepaalt dat de kandidaat-veldwachter ook "geen functie bij de administratie bosbeheer" mag uitoefenen "zoals bedoeld in de gewestelijke reglementeringen". Deze bepaling zou beter moeten doen uitkomen om welk ambt het gaat.

In artikel 2, 9°, wordt voorgesteld het woord "beëdigd" te vervangen door het woord "aangesteld". De afbakening van het grondgebied waarbinnen de betrokkene het ambt van bijzonder veldwachter zal uitoefenen vloeit immers voort uit diens aanstelling door de aansteller en de daaropvolgende erkenning door de gouverneur. Er zij op gewezen dat in artikel 63, tweede lid, van het Veldwetboek het woord "aanstelling" wordt gebruikt en dat in de artikelen 5 en 6, 5°, van het ontworpen besluit wordt gewerkt met het woord "aangesteld".

.../...

Artikel 3

Artikel 64 van het Veldwetboek belast de Koning met het vaststellen van de nadere regels voor de opleiding van de bijzondere veldwachters. Het komt Hem bijgevolg niet toe deze bevoegdheid volledig aan de minister over te dragen. Het ontworpen besluit moet op zijn minst de hoofdbeginselen van de inhoud van de opleiding en van de bijscholing en de eindtermen ervan vaststellen; de detailkwesties kunnen dan door de minister worden geregeld.

Een soortgelijke opmerking geldt voor de artikelen 13, tweede lid, 15 en 16.

Artikel 4

Het laat zich aanzien dat het tweede lid uitsluitend verwijst naar een examencommissie geïnstalleerd in een provincie. Er zou moeten worden voorzien in een regeling voor het geval waarin de examencommissie geïnstalleerd is "op gezamenlijke wijze voor meerdere provincies", van welk geval sprake is in het eerste lid.

Artikelen 6, 10°, 7 en 8

1. In de artikelen 6, 10°, 7 en 8 van het ontworpen besluit is herhaaldelijk sprake van "veiligheidsvoorwaarden" waaraan de kandidaat-bijzondere veldwachter moet voldoen, alsmede van een "veiligheidsonderzoek" dat de provinciegouverneur moet instellen en waarvoor de kandidaat vooraf zijn instemming moet verlenen. Het ontworpen artikel 7, derde lid, bepaalt dat de aard van de gegevens die daartoe kunnen worden onderzocht betrekking heeft

"(...)op inlichtingen van de bestuurlijke of van de gerechtelijke politie evenals andere gegevens van belang in het kader van de bepalingen vervat in het artikel 2, 6°¹ en 11°².

(1) Het gaat meer bepaald om het inwinnen van informatie op grond waarvan kan worden uitgemaakt of de kandidaat al dan niet een gevaar kan opleveren voor de openbare orde of voor de in- of uitwendige veiligheid van de Staat.

(2) Ditmaal wordt bedoeld op het inwinnen van informatie op grond waarvan kan worden vastgesteld of de kandidaat al dan niet feiten heeft gepleegd die het onberispelijk gedrag van de kandidaat in het gedrang brengen en die daardoor raken aan het vertrouwen in hem.

Naast de adviezen van de arrondissementscommissaris en van de procureur des Konings, waarin artikel 61, derde lid, van het Veldwetboek uitdrukkelijk voorziet, machtigt het ontworpen artikel 7, vijfde lid, de provinciegouverneur om ook andere adviezen in te winnen in het kader van het veiligheidsonderzoek.

2. Aldus opgevat kunnen de ontworpen bepalingen een inmenging impliceren in het privé- en gezinsleven van de kandidaat-bijzondere veldwachters ³. Ze moeten bijgevolg worden onderzocht uit het oogpunt van artikel 8 van het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, alsmede van artikel 22 van de Grondwet. Krachtens de laatstgenoemde bepaling zijn beperkingen op het recht van eenieder op eerbiediging van zijn privé-leven en gezinsleven alleen toegestaan onder de bij de wet vastgestelde voorwaarden. Zoals de Raad van State

(3) Zoals de afdeling wetgeving van de Raad van State reeds heeft opgemerkt, impliceert het gebruik van veiligheidsonderzoeken op zich echter, ongeacht het beschouwde gebied, een inmenging in het privé-leven van de betrokkenen en, in voorkomend geval, van hun omgeving (zie, onder meer : advies 24.518/2, gegeven op 29 november 1995 over een ontwerp van koninklijk besluit "aangaande de uitvoering van de wet van 4 augustus 1955 betreffende de veiligheid van de staat op het gebied van de kernenergie"; advies 24.770/2, gegeven op 27 maart 1996 over een voorontwerp van wet dat ontstaan heeft gegeven aan de wet van 30 november 1998 houdende regeling van de inlichtingen- en veiligheidsdiensten (Gedr. St. Kamer, nr. 638/1-95/96, blz. 29 e.v.); advies 25.704/2, gegeven op 21 mei 1997, over een voorontwerp van wet dat ontstaan heeft gegeven aan de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen (Gedr. St. Kamer, nr. 1193/1-96/97-1194/1-96/97, blz. 36 e.v.); advies 34.547/AG, gegeven op 11 februari 2003 over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende oprichting van een Commissie ad hoc inzake de negatieve adviezen betreffende de kandidaten voor een mandaat in het Executief van de Moslims van België"; advies 37.748/37.749/AG, gegeven op 23 november 2004, over een voorontwerp van wet dat ontstaan heeft gegeven aan de voormelde wet van 3 mei 2005 houdende wijziging van de wet voormelde van 11 december 1998 (Gedr. St., Kamer, zitting 2004-2005, 51-1.598).

er immers eveneens herhaaldelijk op gewezen heeft ⁴, moet de wetgever in dezen zelf de beginselen en kernpunten vaststellen van de regels die beperkingen bevatten op het recht op eerbiediging van het privé-leven, met als gevolg dat het opdragen van bevoegdheden aan de Koning alleen betrekking mag hebben op de inwerkingstelling van de wet.

3. Gelet op de beginselen die zo-even in herinnering zijn gebracht, behoren bij het "veiligheidsonderzoek" zoals bepaald in het ontworpen besluit, de volgende opmerkingen te worden gemaakt :

- ofwel wordt het "veiligheidsonderzoek" door de steller van het ontwerp opgevat als een onderzoek sui generis.

In dat geval kunnen de ontworpen artikelen 6, 10°, 7 en 8 niet worden aanvaard, omdat de wetgever vooraf niet de beginselen en kernpunten heeft vastgesteld van de regels die moeten gelden voor dat onderzoek. Het ligt bovendien voor de hand dat een zo ruime machtiging als die waarin artikel 64 van het Veldwetboek voorziet, niet aan een zodanig vereiste voldoet;

⁽⁴⁾ Zie onder meer de voormelde adviezen 24.770/2, 25.704/2 en 37.748/37.749/AG. Zie ook, wat de aanvaardbaarheid betreft van het opdragen van bevoegdheden aan de Koning inzake de eerbiediging van het privé-leven, gewaarborgd door artikel 22 van de Grondwet, advies 33.962/2, gegeven op 19 november 2002 over een voorontwerp van wet dat ontstaan heeft gegeven aan de wet van 25 maart 2003 tot wijziging van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen en van de wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters en de identiteitskaarten en tot wijziging van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen (Gedr. St., Kamer, 2002-2003, nr. 2226/1, blz. 47) en advies 34.547/AG, gegeven op 11 februari 2003, over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende oprichting van een Commissie ad hoc inzake de negatieve adviezen betreffende de kandidaten voor een mandaat in het Executief van de Moslims van België".

- ofwel bestaat het "veiligheidsonderzoek" in werkelijkheid in een "veiligheidsverificatie" in de zin van artikel 22*quinquies* van de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen ⁵.

De steller van het ontwerp moet bijgevolg de ontworpen artikelen 6, 10°, 7 en 8 herzien overeenkomstig het bij deze bepaling vastgestelde wettelijk kader ⁶.

Artikel 9

Artikel 9, § 1, tweede lid, van het ontwerp parafraseert artikel 63, derde lid, van het Veldwetboek. Het moet bijgevolg vervallen.

In paragraaf 2 van hetzelfde artikel is er sprake van een intrekking van rechtswege van de erkenning. Het ligt voor de hand dat, overeenkomstig artikel 63, derde lid, van het Veldwetboek, de gouverneur de erkenning van bijzondere veldwachters alleen zal kunnen intrekken na deze gehoord te hebben.

Bovendien kan een nieuwe erkenning van een bijzondere veldwachter niet definitief worden uitgesloten louter op grond van het feit dat hij verzuimd heeft aan de gouverneur een gegeven mee te delen dat een wijziging inhoudt van de situatie die aan de basis lag van zijn oorspronkelijke erkenning. Deze straf lijkt inderdaad sterk overdreven.

De laatste zin van paragraaf 2 van artikel 9 moet bijgevolg vervallen.

⁽⁵⁾ Ingevoegd bij de wet van 3 mei 2005 tot wijziging van de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen.

⁽⁶⁾ De provinciegouverneurs zouden dus niet alleen belast worden met het inwinnen van de adviezen van de arrondissementscommissaris en van de procureur des Konings, waarin artikel 6, derde lid, van het Veldwetboek uitdrukkelijk voorziet, maar ook met het vorderen, overeenkomstig artikel 22*quinquies* van de voormelde wet van 11 december 1998, bij de nationale veiligheidsoverheid van een procedure van veiligheidsverificatie.

Artikel 10

Artikel 10 is een parafrase van artikel 63, eerste lid, van het Veldwetboek. Het dient bijgevolg te vervallen.

Artikel 12

Voorgesteld wordt de tekst van het derde lid als volgt te redigeren :

"De gouverneur geeft een nieuwe legitimatiekaart af nadat hij heeft vastgesteld dat aan alle uitoefeningsvoorwaarden is voldaan."

Het model dat gaat als bijlage bij het ontworpen besluit voorziet immers niet in de mogelijkheid om de verlenging van de geldigheid van de legitimatiekaart te vermelden. Artikel 12, tweede lid, van het ontworpen besluit bepaalt bovendien dat bij de aanvraag om verlenging, ingediend door de bijzondere veldwachter, de oude kaart moet worden teruggezonden.

Artikel 14

Het voorliggende artikel verzuimt de bij artikel 64 van het Veldwetboek aan de Koning verleende machtiging uit te voeren om "de nadere regels inzake de wijze van (...) bewapening" van de bijzondere veldwachters vast te stellen wanneer zij een activiteit uitoefenen die valt onder de bevoegdheid van de federale wetgever en in het kader waarvan zij overeenkomstig artikel 62 van het Veldwetboek, "gewapend (mogen) zijn met geweren met meer dan één schot" ⁷.

⁽⁷⁾ Wat de restbevoegdheid betreft van de federale Staat om het dragen van een jachtwapen te regelen wordt inzonderheid verwezen naar advies 32.227/4, gegeven op 22 oktober 2001 over een voorontwerp van wet "tot wijziging van de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie" en naar advies 38.231/VR/4, gegeven op 21 april 2005 over een voorontwerp van wet "houdende regeling van economische en individuele activiteiten met wapens".

Artikel 17

Bij dit artikel behoren twee opmerkingen te worden gemaakt :

1. Het ontworpen besluit kan uiteraard voorzien in een overgangsbepaling ten voordele van degenen die erkend of aangesteld zijn op het tijdstip van de inwerkingtreding van het besluit. In dat geval volstaat het in de overgangsbepaling te vermelden dat die personen hun erkenning of aanstelling behouden of dat ze ontslagen worden van de verplichting om te voldoen aan bepaalde voorwaarden. Het is evenwel niet mogelijk om, zoals in artikel 17, ervan uit te gaan dat die personen geacht worden te voldoen aan de in artikel 2, 10°, gestelde voorwaarden als zij in werkelijkheid veroordeeld zijn tot een correctionele of criminele straf.

2. Het artikel stelt voor die personen bovendien een voorwaarde voor de toekomst : na de inwerkingtreding van het besluit geen feiten plegen die het onberispelijke gedrag van de kandidaat in het gedrang brengen en die daardoor raken aan het vertrouwen in de betrokkene. Het ontworpen besluit stelt zodoende een nieuwe voorwaarde die artikel 2 van het ontwerp niet stelt voor de bijzondere veldwachters die in functie zullen treden na de inwerkingtreding van het besluit. Het laat zich aanzien dat dit verschil in behandeling niet te rechtvaardigen valt uit het oogpunt van het gelijkheidsbeginsel.

Het besluit is dan ook dat het artikel moet worden herzien.

Artikel 18

Dit artikel stelt de bijzondere veldwachter, die op het tijdstip van de inwerkingtreding van het ontworpen besluit eveneens als privé-bewakingsagent is tewerkgesteld en in het bezit is van een geldige identificatiekaart, in staat beide activiteiten voort te zetten, zodra voldaan is aan de in artikel 18 gestelde voorwaarden.

De bepaling preciseert niet of de bijzondere veldwachter beide activiteiten zal kunnen voortzetten na het verstrijken van de geldigheidsperiode van zijn legitimatiekaart die is afgegeven door de gouverneur, dan wel of hij, op die vervalldag, een einde zal moeten maken aan de cumulatie van beide activiteiten.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

Y. KREINS,

président de chambre,
kamervoorzitter,

Madame
Mevrouw

J. JAUMOTTE,
M. BAGUET,

conseillers d'État,
staatsraden,

Monsieur
de Heer

H. BOSLY,

assesseur de la section de législation,
assessor van de afdeling wetgeving,

Madame
Mevrouw

A.-C. VAN GEERSDAELE,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par M. R. WIMMER,
auditeur.

Het verslag werd uitgebracht door de
H. R. WIMMER, auditeur.

La concordance entre la version française et la
version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle
de M. J. JAUMOTTE.

De overeenstemming tussen de Franse en de
Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht
van de H. J. JAUMOTTE.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS